



HAL
open science

Entre christianisme et altermondialisme : le syndicat paysan basque elb

Xabier Itçaina

► **To cite this version:**

Xabier Itçaina. Entre christianisme et altermondialisme : le syndicat paysan basque elb. Études rurales, 2005, Nouveaux chapitres d'histoire du paysage, 175-176, pp.195-214. 10.4000/etudesrurales.8222 . halshs-02095751

HAL Id: halshs-02095751

<https://shs.hal.science/halshs-02095751>

Submitted on 2 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Entre christianisme et altermondialisme : le syndicat paysan basque elb

Xabier Itçaina



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8222>

DOI : [10.4000/etudesrurales.8222](https://doi.org/10.4000/etudesrurales.8222)

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2005

Pagination : 195-214

Référence électronique

Xabier Itçaina, « Entre christianisme et altermondialisme : le syndicat paysan basque elb », *Études rurales* [En ligne], 175-176 | 2005, mis en ligne le 01 janvier 2005, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8222> ; DOI : [10.4000/etudesrurales.8222](https://doi.org/10.4000/etudesrurales.8222)

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_175&ID_ARTICLE=ETRU_175_0195

Entre christianisme et altermondialisme : le syndicat paysan basque elb

par Xabier ITÇAINA

| Editions de l'EHESS | *Études rurales*

2005/03 - 175

ISSN 0014-2182 | pages 195 à 214

Pour citer cet article :

—Itçaina X., Entre christianisme et altermondialisme : le syndicat paysan basque elb, *Études rurales* 2005/ 03, 175, p. 195-214.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

ENTRE CHRISTIANISME ET ALTERMONDIALISME : LE SYNDICAT PAYSAN BASQUE ELB

Xabier Itçaina

Saint Isidore, puissant patron des paysans, étends ta main sur nos champs ; que les fruits de notre sueur ne disparaissent pas, protège-nous de la sécheresse, des inondations, des épidémies, des insectes et autres nuisances ; nous utiliserons nos récoltes avec sainteté, de façon mesurée pour nous, juste et charitable pour les autres. Ainsi soit-il¹.

LES CHERCHEURS QUI, en France, ont étudié le phénomène de la mobilisation [Agrikoliansky, Fillieule et Mayer 2005 ; Agrikoliansky et Sommier 2005] ont mis en évidence la pluralité ainsi que la profondeur historique des mouvements militants qui intéressent la nébuleuse altermondialiste². Si les formes de cette mobilisation sont parfois inédites, les répertoires d'action et les justifications altermondialistes héritent de traditions diverses tels l'anarchisme, le tiers-mondisme et le syndicalisme ouvrier. Elles bénéficient par ailleurs d'un certain renouveau de l'engagement intellectuel, notamment dans les sphères de la contestation paysanne. Issue de mouvements chrétiens plutôt portés vers une critique sociale et morale, cette contestation se double désormais d'un discours éthique marqué par la globalisation [Deguara 2004 ; Purseigle 2005].

En France, la Confédération paysanne a cherché le moyen d'exposer une éthique portant sur la globalisation des économies et des sociétés, ce qui ne fut pas chose aisée dans la mesure où il fallait concilier la défense traditionnelle des intérêts sectoriels avec une vision

généraliste du rôle de la paysannerie³. Selon Ivan Bruneau [2004], la stratégie de la Confédération fut d'intégrer cette dimension internationale au point de participer au processus de légitimation du mouvement altermondialiste. Cette forte implication a cependant perturbé les équilibres militants, en particulier lorsqu'il a fallu définir les priorités, et des tensions sont apparues lorsque la Confédération a contraint les militants à procéder à un arbitrage entre identité professionnelle (celle du paysan représentant les intérêts d'autres paysans) et identité politique (celle du militant de gauche reconnu par les altermondialistes). Sans oublier le fait que le discours militant devait convenir à l'ensemble des structures membres de la Confédération. Aussi la réponse syndicale apportée à la globalisation des rapports économiques devait-elle s'insérer dans une dimension locale. Et le cas du syndicat Euskal Herriko Laborarien Batasuna (ELB : Union

1. « À Saint Isidore, pour les récoltes », *Aintzina* 11-12-13, 1943.

2. Pour l'aide précieuse qu'ils m'ont apportée, je remercie Michel Berhocoirigoin, Maryse Cachenaout, Andy Smith, Yvon Le Bot ainsi que la revue *Laborari*. Une première version de cet article a été présentée lors du colloque international GERMM-AFSP « Les mobilisations altermondialistes » qui s'est tenu à Paris du 3 au 5 décembre 2003.

3. R. Mouriaux [2004 : 108] a montré en quoi l'émergence de la mouvance altermondialiste dans les années 1990-2000, portée surtout par les associations, constituait un problème pour le syndicalisme traditionnel. Celui-ci avait adopté quatre attitudes : l'hostilité (CFDT), l'ignorance (FO), la relation critique (CGT), l'inclusion (Groupe des Dix).

des paysans du Pays basque) témoigne des difficultés qu'ont rencontrées les militants pour mettre au point leur discours.

Fondé en 1982-1983 par des dissidents de la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles), le syndicat ELB assoit sa légitimité lors des élections de 2001 à la Chambre d'agriculture départementale des Pyrénées-Atlantiques en devenant majoritaire au Pays basque français. Comment, dans cette situation, le syndicat parvient-il à articuler les dimensions sectorielle (la défense de l'agriculture paysanne), identitaire (un syndicat basque) et globalisante (la défense des paysans du monde) ? Pour articuler ces trois dimensions, ELB doit mobiliser la mémoire collective du syndicalisme, théoriser son lien avec l'univers international et inventer un nouveau répertoire d'action.

Le cas d'ELB permet de porter un autre regard sur les mobilisations identitaires basques et, surtout, d'en élargir l'investigation. À cette occasion on constate que les politologues s'étaient essentiellement penchés sur les organisations politiques nationalistes basques, négligeant d'autres espaces sociaux dans lesquels la revendication identitaire – sans être forcément nationaliste – était moins visible.

La mise en place d'une économie identitaire mêlant l'identité territoriale et l'économie sociale et solidaire atteste la présence de ces diverses mobilisations, qu'elles s'expriment dans l'agriculture, dans l'industrie ou dans l'économie des services. Aborder la question basque par le biais d'un syndicat paysan permet de dépasser les trois grandes approches qui prévalaient jusque-là lorsqu'on s'intéressait aux mobilisations identitaires basques, et

qui correspondaient peu ou prou à trois grandes dimensions représentatives de l'ethnicité [Poutignat et Streiff-Fenart 1995]. Plutôt que d'appréhender l'identité sous les angles dits primordialistes (une série de marqueurs hérités), instrumentaux (pour réagir aux rapports de domination) ou rationalistes (au terme d'un calcul coûts-avantages), on préférera considérer les identités collectives comme des entités fluides, en construction permanente. Les identités collectives s'incarnent dans des organisations et des mobilisations porteuses de sens et d'intérêts mouvants. ELB, par exemple, peut, selon le contexte, valoriser ou dissimuler la référence identitaire, valoriser des revendications professionnelles purement sectorielles ou, le cas échéant, faire valoir la proximité de son point de vue avec celui des altermondialistes. Cette souplesse du discours et des pratiques favorise efficacement l'organisation et l'idéologie qui sous-tendent l'action d'ELB – ce qu'indiquent les résultats des élections consulaires.

Genèse du syndicat

Le syndicat ELB est né de la confluence de trois courants : l'un est d'inspiration catholique, l'autre porte sur l'identité basque, le troisième vient de la contestation du modèle corporatiste professionnel. La rencontre de ces différents systèmes de valeurs annonce une articulation originale entre le global et le local.

À l'image des multiples structures réunies à partir de 1987 dans la Confédération paysanne, l'histoire d'ELB est d'abord celle d'une contestation de la filière syndicale dominante. Au Pays basque comme dans d'autres territoires, les élites agricoles ont été façonnées par

les structures catholiques qui entouraient les mouvements des jeunes, dont le MRJC (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne), la JAC (Jeunesse agricole chrétienne) et les mouvements des agriculteurs syndiqués, dont le CDJA (Centre départemental des jeunes agriculteurs) et la FDSEA, syndicat phare dont la revue est *Le Sillon*.

Jusqu'au début des années quatre-vingt ce sont ces organisations qui structurent le monde agricole, et ce au point de s'institutionnaliser grâce au système bancaire (en l'occurrence, le Crédit agricole), à un système de protection sociale (la Mutualité sociale agricole) et à une reconnaissance professionnelle (la Chambre d'agriculture départementale). Ce maillage semble tellement être dans l'ordre des choses que, nous dit une militante d'ELB dont le père recueillait les cotisations de la FDSEA, « beaucoup de gens ne pensaient même pas être syndiqués ».

Fondée sur les structures traditionnelles, la filière JAC-CDJA-FDSEA s'inscrit dès les années cinquante comme porteuse d'un discours de modernisation, soutenue, à partir des années soixante, par le tournant productiviste que prend la politique agricole française et européenne [Morlet 1987]. Ce discours de la modernisation servira de support à la cogestion néocorporatiste de la politique agricole et se verra à son tour contesté dès le milieu de la décennie suivante par l'émergence locale de tendances proches des paysans-travailleurs. Dans le même temps, l'Action catholique sera le ferment d'une contestation visant l'inertie de l'institution religieuse. Deux protestations qui se rejoindront dans les débats au sein de la JAC [Mayté 1992]⁴, à l'image de ce que l'on

a pu observer dans d'autres territoires de culture catholique, en Vendée notamment [Suaud 1982]. Ainsi le Pays basque catholique sera-t-il plus proche du grand Ouest qu'il ne le sera des genèses militantes présentes, par exemple, dans le Midi viticole.

Le monde agricole s'interroge désormais sur le sens de ses relations avec les organisations catholiques et souhaite revoir les pratiques des organisations syndicales. Disposition qui s'accroît à partir des années soixante avec l'évolution du nationalisme basque.

Si en 1959 c'est au Pays basque espagnol qu'émerge l'ETA, très vite le mouvement s'étendra au territoire français. Créé en 1960 et nommé Embata avant d'être rebaptisé Etbata, ce mouvement s'éloigne progressivement du régionalisme démocrate-chrétien qui l'avait précédé dans les années trente et s'oriente vers un nationalisme délibérément ancré à gauche. À compter de 1970-1972, la doctrine économique du mouvement nationaliste basque français prend volontiers des accents à la fois tiers-mondistes et autogestionnaires. Au milieu des années soixante-dix, le monde industriel et artisanal ainsi que l'émergence, au Pays basque français, du mouvement coopératif directement inspiré du modèle paradigmatique de Mondragón, au Pays basque espagnol, témoignent d'une mise à l'épreuve concrète de ces principes [Itçaina 2004].

L'évolution des doctrines économiques touche aussi le milieu agricole. Le problème des

4. Pour une comparaison des débats tenus au sein de l'Action catholique au Pays basque français et espagnol, voir P. Iztueta [1987].

excédents tel que l'envisage la politique européenne révèle les limites de l'idéologie productiviste agricole. La contestation tient un discours de gauche qui met en parallèle le paysan et l'ouvrier et défend la mise en valeur des petites exploitations et le maintien du nombre des paysans. Les échanges entre jeunes d'Eskualdun Gazteria⁵, à savoir du MRJC, de la JAC et de la JACF (Jeunesse agricole chrétienne féminine), et jeunes venus des mouvements de paysans-travailleurs d'autres régions conduiront les jeunes Basques à s'éloigner progressivement du syndicat majoritaire, et ce jusqu'à la création d'ELB, en 1982 [Sistiague 1996, 1999]. Au niveau national, le syndicat basque est alors proche de la tendance CNSTP (Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans) qui, en 1987, fusionnera avec d'autres mouvements dissidents de la Confédération [Bruneau 2001 ; Lagrave 1990].

Deux itinéraires militants

Les itinéraires individuels traduisent généralement l'importance des matrices, ce dont sont l'écho les parcours respectifs de deux militants d'ELB. Issus de générations différentes, ils sont, en 2001, élus à la Chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques, dont l'un deviendra président ; l'autre sera nommée vice-présidente de la Chambre de développement rural et agricole du Pays basque mise en place en janvier 2005.

COMMENCER À MILITER DANS LES ANNÉES SOIXANTE-DIX

B. est exploitant agricole dans un village du canton de Saint-Jean-Pied-de Port. Il « fait ses

classes » au sein d'Eskualdun Gazteria. Vers l'âge de 18 ans, dans les années soixante-dix, il rejoint l'Action catholique (il n'en sortira qu'en 1979, à l'occasion du cinquantenaire de la JAC) qui, à l'époque, organise des sessions thématiques concernant des enjeux nationaux et locaux. Les militants de la JAC enquêtent auprès de toutes les structures du monde agricole et se penchent sur la chaîne producteur-consommateur. Mais, via le CDJA cantonal, B. a déjà un pied dans le syndicalisme. Alors qu'il pénètre dans ce modèle institutionnel dominant, il est, à son tour et avec quelques années de décalage, gagné par les idées de mai 68 :

Jusque-là, au MRJC, on disait que pour changer le monde il fallait changer l'homme ; puis, petit à petit, a germé l'idée selon laquelle nous étions dans un système économique qui avait sa logique et qu'on ne pouvait donc pas changer le monde sans changer ce système économique. Nous avons intériorisé le fait de décortiquer ce système⁶.

La double affiliation JAC-syndicat favorise l'analyse critique. En effet, B. s'inscrit dans une dynamique de changement inspirée par les militants de la génération précédente et, en accord avec des syndiqués d'autres régions de France, il s'engage, ainsi que tous les membres d'Eskualdun Gazteria, dans une critique de la politique agricole.

5. Jeunesse basque.

6. Entretien effectué en octobre 2003. Traduction de l'auteur.

B. bénéficie des voyages annuels qu'Euskaldun Gazteria organise afin que ses membres puissent se confronter à d'autres idées et d'autres pratiques militantes. Ainsi, en 1972, la JAC basque se rend-elle en Bretagne – région alors très active chez les paysans-travailleurs [Duclos 1993]. Depuis une quinzaine de jours, la Bretagne vit une grève concernant le ramassage du lait. À cette occasion les jeunes Basques se familiarisent avec la notion de classe, qui, comme ailleurs, marque le système agricole. L'idée moderniste d'une capacité autorégulatrice du marché en matière de fixation des prix est battue en brèche par celle d'un paiement du lait en fonction d'un prix de revient incluant les salaires. Les paysans basques découvrent les principes de l'analyse structurelle : les problèmes des paysans ne seraient pas imputables à leurs seules erreurs personnelles et la régulation par le marché ne serait pas réductible aux comportements individuels. L'année suivante, le stage intensif d'Euskaldun Gazteria se tiendra dans le Larzac : il débutera par une mobilisation qui, d'une revendication paysanne locale et corporatiste, rejoindra les luttes antimilitaristes et régionalistes [Holohan 1976].

L'Église est, elle aussi, concernée par cette vague de critiques, mais d'une manière moins conflictuelle toutefois qu'elle ne l'a été au cours des années 1968-1969. La crise interne que vivait l'Action catholique à cette époque renvoyait à celle, plus générale, que traversait la hiérarchie cléricale en raison du conflit nationaliste et des tensions qui venaient agiter plusieurs de ses institutions : l'Action catholique et l'évêché et, surtout, les grands séminaires de Dax et de Bayonne ont connu un nombre considérable de défections au profit du

militantisme identitaire [Itçaina 2005 ; Mayté 1992 ; Oronos 1982].

Au sein d'Euskaldun Gazteria, l'équipe de B. reste focalisée sur les problèmes agricoles : ses relations avec l'Église en sont donc moins conflictuelles même si quelques revendications – tel le choix de l'aumônier par les jeunes – restent d'actualité :

À l'époque, on était un peu critiques sur tout, dont l'Église. C'est vrai que lorsqu'on était à Euskaldun Gazteria on était dans un mouvement d'Église. Et nous avions régulièrement des matinées de réflexion avec Hiriart-Urruty, un ancien aumônier d'Euskaldun Gazteria qui était à l'époque vicaire général, je crois. Il nous aidait dans cette réflexion. Avec lui, nous n'avons jamais eu de problèmes. Au contraire. On était très satisfaits des réflexions que nous menions avec lui. Et c'est vrai que quelque part dans nos têtes nous faisons le lien entre les idées que nous voulions défendre et l'Évangile. Il y avait une cohérence pour nous. En revanche, par rapport à la hiérarchie, à l'évêque, je sais qu'il y avait eu quelques malentendus, mais je ne me souviens pas qu'il y ait eu des conflits. [...] Je suis passé comme ça au syndicalisme. Pour moi c'était la même logique⁷.

Depuis plusieurs années, B. milite au sein de la FDSEA ; il est représentatif de cette génération identifiée comme contestataire mais qui néanmoins s'investit à un point tel que ses représentants en arrivent à occuper rapidement, dans plusieurs cantons, des postes de responsabilité au niveau syndical. S'il est séduit par les

7. Entretien effectué en octobre 2003.

analyses des paysans-travailleurs, le courant contestataire basque se garde bien de les transposer telles quelles à la réalité basque.

L'idéologie des paysans-travailleurs repose en grande partie sur des agriculteurs qui travaillent en sous-traitance pour l'industrie agroalimentaire et dont la condition est assez similaire à celle de l'ouvrier. Le monde agricole basque, en revanche, est constitué principalement de petites exploitations montagnardes. L'animosité qui oppose les « petits » aux « gros » paysans, les différences de traitement auxquelles sont soumis les céréaliers des plaines et les paysans de montagne et, enfin, la maigre représentativité du Pays basque auprès des instances agricoles départementales favorisent l'accueil de la logique contestataire des paysans-travailleurs.

En 1982-1983, dans un contexte politique où l'État reconnaît le pluralisme syndical, les contestataires quittent la FDSEA pour créer ELB. Dès lors B. devient l'un des leaders les plus actifs du syndicat, non seulement à l'échelle du Pays basque mais aussi à l'échelle nationale puisqu'il prend part à la commission « lait de vache » de la Confédération paysanne, dont il sera le secrétaire général d'avril 1989 à décembre 1992. Ces allers et retours permanents entre les niveaux locaux, nationaux et internationaux lui auront permis d'acquérir une solide connaissance des enjeux agricoles, ce qui ne sera pas sans se répercuter sur le discours d'ELB quant à l'articulation du global et du local.

COMMENCER À MILITER DANS LES ANNÉES QUATRE-VINGT-DIX

Née en 1971, M. est aujourd'hui installée avec son conjoint et ses parents dans une exploitation

familiale et est membre du GAEC⁸ (groupe-ment agricole d'exploitation en commun) d'un village du canton d'Espelette.

Au début des années quatre-vingt-dix, elle décide, avec quelques autres jeunes paysans en cours d'installation, de fonder l'association Gazten aldi (littéralement « au tour des jeunes »). L'initiative est celle d'un groupe lié à Eskualdun Gazteria et désireux de s'impliquer dans une démarche militante sans pour autant intégrer d'emblée une structure. Les réunions de Gazten aldi se tiennent dans les locaux d'Eskualdun Gazteria, à savoir une maison mise à leur disposition par la paroisse.

Ce sur quoi porte l'attention de ces nouveaux militants, ce sont les conditions d'installation des jeunes agriculteurs. Gazten aldi s'élève, par exemple, contre le stage de six mois que les futurs agriculteurs doivent effectuer à plus de 50 km de leur domicile, préalable obligé à leur installation. S'ils ne contestent pas le bénéfice de ce stage, les membres de Gazten aldi plaident pour la suppression de son caractère obligatoire qui, dans certains cas, peut s'avérer particulièrement contraignant. Par ailleurs, la plupart des jeunes de Gazten aldi complètent leur formation en participant à une « école paysanne », une initiative née de la Confédération paysanne et relayée localement par ELB. Ils y sont formés à la connaissance du monde agricole, de ses institutions, du cadre international de l'agriculture (PAC, Organisation mondiale

8. Les GAEC ont pour objet la mise en valeur commune des exploitations d'agriculteurs associés. Ils peuvent également se charger de la vente, en commun toujours, de leurs produits.

du commerce, etc.), sans oublier l'histoire du syndicalisme. L'école forme également à l'expression orale et aux stratégies d'action et de négociation.

Peu à peu, les membres de Gazten aldi montent leur exploitation et rejoignent ELB, dont ils constitueront même une branche informelle. Gazten aldi semble servir de période transitoire entre une Action catholique généraliste et une adhésion syndicale perçue comme prématurée :

Cela nous avait permis d'être les interlocuteurs des syndicats en général tout en partageant les idées de l'un d'eux mais en restant autonomes dans nos façons de faire. Il y avait une inquiétude chez certains d'entre nous d'être ramassés trop tôt. Quand on ne connaît pas le milieu syndical, comment peut-on être plongé comme ça dans la mare sans avoir rien compris, sans rien connaître de l'histoire du syndicalisme. Il n'est pas possible, à 18 ou 20 ans, de faire un choix sans avoir pu discuter entre nous des attentes des jeunes. En plus on avait des préoccupations vraiment liées à l'installation. C'est l'une des préoccupations d'ELB mais, pour ELB, c'est aussi un dossier parmi d'autres. Quand on est jeune, c'est le dossier qui intéresse, pas un autre. Quelles aides demander, quel projet agricole peut convenir à notre installation ?⁹

À son action syndicale M. ajoute des pratiques professionnelles destinées à permettre au paysan de sortir de son enclavement. Le fait de participer à l'AFOCG (Association de formation collective à la gestion) l'atteste. Au sein de cette structure, des paysans groupés par secteurs se réunissent pour envisager les

questions de comptabilité, la mise en place de nouvelles structures type GAEC, etc. Cette démarche participe d'un réseau plus large d'initiatives valorisant qualité et approches collectives du métier : la fédération Arrapitz.

Ces deux itinéraires ne sont pas forcément représentatifs des parcours militants des paysans mais ils illustrent un véritable changement générationnel. La référence catholique, par exemple, est prégnante dans l'itinéraire de B. tant comme structure d'encadrement que comme caution à l'action. En revanche, dans le cas de M., près de vingt ans plus tard, la référence catholique s'est progressivement effacée au profit d'un argumentaire professionnel. Au terme de cet adoucissement de la sécularisation, c'est avec l'évolution vers les postures altermondialistes que la revendication paysanne poursuit son insertion dans un cadre plus global. La matrice traditionnelle reposant sur une base religieuse le cède petit à petit à une référence moins institutionnelle.

Altermondialisme et projets de société

Pour appréhender au plus mieux la démarche d'ELB, il est utile de connaître, même succinctement, l'évolution politico-géographique du syndicat au cours de ces dernières années. La liste des 566 adhérents d'ELB recensés en 2003 révèle une prédominance des cantons de montagne basnavarraï, tels ceux de Cize et Baïgorry, laquelle s'explique par trois facteurs au moins : le nombre des agriculteurs dans la population active de ces territoires, le fait

9. Entretien effectué en octobre 2003.

que ces cantons sont les premiers concernés par l'argumentaire d'ELB portant sur les petites exploitations de montagne tournées vers l'élevage ovin ; enfin, sans établir de relation de cause à effet, le fait que ces territoires sont ceux aussi où le nationalisme basque obtient régulièrement ses meilleurs scores¹⁰.

Le caractère prépondérant de tel ou tel secteur territorial en termes d'adhérents – qui peut être décisif lors d'une assemblée générale – se voit cependant rééquilibré par une égalité des représentants de chaque secteur au sein du comité d'animation d'ELB. Le principe de l'équité territoriale l'emporte ici sur la stricte représentativité arithmétique.

La cartographie des adhérents ne correspond pas forcément à celle des soutiens électoraux d'ELB. En 2001, pour la première fois depuis sa création, devançant la FDSEA, le syndicat devient majoritaire au Pays basque¹¹. Les gains électoraux du syndicat dépassent désormais ses seuls bastions. Le syndicat obtient en effet la majorité dans des cantons qui, pourtant, comptent peu d'affiliés : tel est le cas du canton d'Espelette. ELB progresse également dans des territoires jusque-là largement dominés par la FDSEA (à Saint-Palais, les 37 % de suffrages accordés à ELB en 1995 sont devenus 45,5 % en 2001). Certains affiliés de la FDSEA semblent avoir reporté leurs voix sur ELB.

Avec sa genèse, la forme de son organisation et les itinéraires de ses militants, ELB était prêt à intégrer la dimension altermondialiste. Outre son attachement au territoire, le métier d'agriculteur nécessite une prise en compte rapide de l'interdépendance entre le local et

l'international. Propice au métissage d'orientations théoriques différentes, le positionnement d'ELB l'a incité à « mondialiser » son argumentaire.

QUATRE PROJETS DE SOCIÉTÉ

À partir des catégories qu'a établies P.-G. Forest [1997 : 32] afin d'analyser les modèles normatifs des politiques sociales, on peut supposer que quatre projets de sociétés constituent le cadre d'ELB.

Une démarche communautaire

Le premier projet, centré sur la communauté, renvoie à une société où la politique repose sur les liens de proximité (familles, groupes primaires, villages, quartiers) pour définir les hiérarchies de pouvoir et assurer la protection des plus faibles. L'autorité peut être soit concentrée soit diffuse, et l'égalité, elle aussi, est envisageable [Forest 1997]. Cette logique correspondrait à la matrice d'origine de la paysannerie basque, ce monde coutumier de la réciprocité asymétrique qui l'a longtemps régie et la régit aujourd'hui encore, mais de façon moindre. Ce monde, dont les fondements coutumiers, sociaux et juridiques, ont été consciencieusement étudiés dans les Pyrénées, du point de vue de l'anthropologie structuro-fonctionnaliste en particulier [Ott 1992],

10. Ce qui se signale notamment par l'élection d'un militant d'ELB au poste de conseiller général à Baïgorry.

11. Aux élections à la Chambre d'agriculture départementale (au Pays basque) ELB obtient en 1983, 29 % ; en 1989, 41 % ; en 1995, 47 % ; en 2001, 51,5 %. Cf. *Laborari* 605.

justifie, entre autres facteurs, la vigueur du syndicalisme agricole contemporain¹².

Même si elle accuse un net déclin, l'agriculture basque s'ajuste relativement bien aux mutations du monde rural. Le socle coutumier motive pour partie le maintien de 6 000 exploitations de taille modeste (26 ha en moyenne) représentant quelque 7 000 emplois à plein temps et un niveau d'installation important : 49 % des installations dans le département, 39 % des exploitants¹³. Le régime de transmission de la maison, transmission longtemps fondée sur un absolu droit d'aînesse, sans distinction de sexe, a permis de maintenir l'indivision des domaines et d'éviter le morcellement. Ce mode coutumier, qui s'exprime également dans des pratiques d'entraide partiellement reconverties dans des structures juridiques coopératives, est l'un des fondements culturels de la persistance de l'agriculture basque [Candau 2001]¹⁴.

Ces pratiques coutumières, à ne pas confondre avec des pratiques altruistes, relèvent plutôt du « familialisme amoral » mentionné dans les travaux de certains anthropologues tel Edward C. Banfield [1967]. Véritable socle du maintien de l'agriculture, ce familialisme amoral à l'origine d'un système complexe d'intérêts réciproques, de dons et de contre-dons, est, pour les militants d'ELB, un modèle à actualiser. Le soutien à l'installation de jeunes agriculteurs hors le cadre familial, c'est-à-dire hors du système de transmission coutumier de la maison, illustre cette démarche à la fois traditionnelle et novatrice.

Une recherche d'alternative au libéralisme

À l'opposé du premier monde se situe la logique du marché. Pour les théoriciens libéraux,

aux préférences et aux solutions collectives il convient de substituer le jugement individuel et l'univers de la négociation auxquels chacun se soumet au nom de l'intérêt personnel. La solidarité est strictement privée et intervient essentiellement dans les situations désespérées qui pourraient engendrer du désordre et de la violence. En revanche, l'intervention publique est indispensable pour imposer et garantir l'observation rigoureuse de la justice, notamment dans les transactions entre individus. La domination de l'État en matière de contrainte sociale est un mal nécessaire dont l'expansion doit être contrôlée de près. La réalité du marché s'est imposée brutalement aux agriculteurs basques lorsque, dans les années soixante, ils ont dû passer de la polyculture à une spécialisation portée par un discours productiviste et modernisateur. La mondialisation

12. Le foisonnement des études portant sur le système coutumier basco-pyrénéen n'est pas rééquilibré par des approches sociologiques et politologiques du changement, ainsi les travaux classiques de P. Wylie [1970] ou de S. Berger [1975]. La monographie de P. Bidart [1977] sur le village de Baïgorry est l'un des rares essais qui proposent cet autre regard.

13. Cf. *Laborari* 605.

14. Dans la comparaison qu'elle effectue entre les normes de justice et les pratiques d'échange contemporains entre agriculteurs à Maillot (pays du Sénonais, Yonne) et Baïgorry (Pays basque), J. Candau [2001] note une différence dans les pratiques d'entraide : à Maillot les échanges se font entre « exploitants », à Baïgorry ils s'opèrent entre « voisins-maisons ». La norme de justice centrale est « l'équité » à Maillot, en référence à « ce qui est échangé », « l'égalité » à Baïgorry, en référence à « qui échange ». Voir également J. Candau [1998].

est alors entrée dans le quotidien du paysan via la fixation des prix ou la surveillance de l'origine des aliments destinés à l'élevage. Pour ELB, la logique marchande est, sous ses versions ultralibérales ou de protectionnisme inéquitable (soutien aux exportations de la PAC), devenue une figure-repoussoir :

Nous essayons de faire passer le message suivant : si tous les paysans du monde sont en compétition, tout le monde y perd. Avec cette politique d'exportation, nous noyons les autres maïs, comme il faut exporter à bas prix, on nous fait mettre nous aussi en concurrence entre nous pour produire et exporter au prix le plus bas possible. Donc cette politique a ici aussi ses effets pervers. À première vue tout a l'air simple. Nous allons produire pour ceux qui ont faim. Ils n'ont rien, nous, nous avons les techniques ; nous voulons produire plus maïs on ne nous laisse pas le faire. Ceux qui ont des excédents doivent se limiter, et les autres ont faim. Dans un premier temps, on peut avoir du succès avec ce discours. Mais si, ensuite, on leur explique ce qu'est la réalité, qu'ils pourraient eux aussi avoir leur alimentation si on les laissait produire, tout devient plus compliqué. Pourquoi sont-ils forcés de produire pour l'exportation alors qu'eux-mêmes sont en manque ? Dans les pays en proie à la famine, il y a plus de calories et de protéines exportées que de calories et de protéines importées. Analyser et expliquer tout cela est complexe mais si on arrive à le faire on a une autre perspective et une autre solidarité. On est bien sûr à deux niveaux différents mais on est les deux dans le même bateau, celui du libéralisme, même si on n'est pas à la même place sur le bateau. Faire passer ce message tout doucement ne va pas changer la

réalité de chacun, c'est certain, mais peut-être admettront-ils plus facilement qu'il faut limiter la production ici, qu'il faut qu'ils réfléchissent à leur propre système de production et que, au lieu d'importer, ils pourraient faire eux-mêmes, chez eux, du soja, des légumineuses, etc. Il y en a petit à petit qui réfléchissent à leur propre façon de travailler¹⁵.

À l'échelle européenne, l'internationalisation de l'économie agricole, la montée en puissance des espaces de négociations transnationaux ainsi que la disqualification, par le modèle productiviste communautaire, de nombreuses voies spécifiques ont suscité la création de syndicats agricoles adverses [Hervieu 1996]. Au Pays basque, pour répondre à ce passage parfois brutal du local au global, ELB oscille entre deux autres démarches : l'une organisationnelle, l'autre associative.

Une démarche organisationnelle

Dans une logique organisationnelle, les qualités d'experts et de spécialistes attribuées à des représentants de l'autorité bénéficient à une hiérarchie déjà très affirmée. En tant qu'organisation syndicale, ELB défend les intérêts du secteur agricole en développant une certaine idée de l'agriculture paysanne. En outre, ce syndicat s'assure l'engagement de ses militants grâce à des rétributions concrètes. La promotion des produits fermiers et d'une d'agriculture respectueuse de l'environnement entre dans cette logique d'intéressement, tout comme y entrent les actions syndicales plus classiques qui visent à infléchir les politiques

15. Entretien effectué en octobre 2003.

publiques (notamment en matière d'aides pour les zones de montagne). Compte tenu de l'assise sociale relativement large du syndicat, la liste des bénéficiaires potentiels de ces actions dépasse le cadre de ses seuls adhérents. Ce qui consolide la légitimité du syndicat.

Une démarche associative

Dans un projet associatif, enfin, c'est le développement des institutions sociales que l'on encourage : autant d'espaces d'autonomie à l'égard des experts et des appareils administratifs centraux. Les revendications sectorielles transparaissent dans une dynamique qui associe les enjeux identitaires locaux et la recherche d'une alternative à la mondialisation.

En 1998, au côté d'autres organismes et syndicats agricoles, universitaires, sportifs et associatifs, ELB s'engage dans la défense de la langue basque, promue par l'accord Bai Euskarari, (littéralement « oui à la langue basque »). Sur un plan purement politique, ELB rejoint, en janvier 1999, les signataires du pacte Lizarra-Garazi¹⁶. Le syndicat demande la création, côté français, d'un département Pays basque et le rapprochement des prisonniers politiques basques¹⁷.

En matière d'agriculture, pour trouver une alternative, outre son positionnement au côté des mouvements altermondialistes, ELB propose son soutien à des tentatives locales d'économie solidaire comme les initiatives de commerce équitable fondées sur l'idée de commercialiser ensemble des produits importés des pays du Sud et des produits fermiers locaux. ELB participe également aux collectes des « Restos du Cœur » au Pays basque intérieur, sorte d'actualisation de l'altruisme catholique originel.

DE LA CONFÉDÉRATION AUX RÉSEAUX ALTERMONDIALISTES

L'ouverture aux thématiques de la mondialisation transparaît également au niveau de l'organisation ELB et la Confédération paysanne lui sert alors de passerelle. En effet, la forte implication du syndicat basque au sein de la Confédération lui permet d'expérimenter un lien original entre global et local. Par l'intermédiaire de son hebdomadaire *Laborari*, ELB rend compte des analyses de la Confédération qui dénoncent les effets de la mondialisation sur l'agriculture. Par ailleurs, ELB peut se prévaloir du soutien de la Confédération pour défendre ses revendications spécifiques, dont celle d'une Chambre d'agriculture du Pays basque. De surcroît, la Confédération admet sans difficulté que les Pyrénées-Atlantiques dérogent à la règle statutaire « un département, un syndicat » en opérant un dédoublement entre Béarn et Pays basque. ELB est un syndicat avec lequel il faut compter vu le nombre de ses adhérents et ses interventions auprès des instances dirigeantes, le Comité national en

16. Inspiré par le précédent nord-irlandais, le « pacte Lizarra-Garazi » est un accord passé en septembre 1998 entre les partis nationalistes basques, certaines formations politiques de gauche, des syndicats et des mouvements sociaux basques, français et espagnols. Le contentieux basque y est défini comme un conflit impliquant les États français et espagnol ; il met en jeu les questions de territorialité et de souveraineté et exige une sortie négociée. L'annonce du pacte sera suivie de quatorze mois d'une trêve effective de l'ETA.

17. « ELB lanza un documento histórico de apoyo al proceso », *Gara* daté du 28 septembre 1999.

particulier¹⁸. L'apport d'ELB va au-delà de ce qui touche à l'organisation. Selon Michel Berhocoirigoin, ELB a œuvré pour que la Confédération ne soit pas seulement un syndicat militant mais aussi un syndicat d'adhésion¹⁹. Partant de son expérience locale, ELB a toujours insisté sur le fait que la revendication devait aller de pair avec une politique qui concrétiserait l'édification d'un autre système agricole. Les expériences basques en matière d'agriculture durable (qualité, AOC, respect de l'environnement, microéconomie, etc.) viennent ainsi compléter une action plus directement dirigée vers les institutions politiques :

À partir des expériences basques, nous disions que nous ne devons pas être la photocopie d'un syndicat ouvrier en milieu paysan mais être porteurs, inventeurs et promoteurs d'un autre type de développement. [...] Pour certains, être favorable à l'agriculture durable est assimilable à du réformisme. Pour d'autres, si on se focalise uniquement sur la revendication politique en y consacrant toutes nos énergies, le jour où on obtiendra le changement du cadre politique, il n'y aura ici plus de paysans. Et, avec d'autres, nous avons pesé sur la deuxième position [qui ne limite pas l'action collective au seul domaine du politique]. Mais nous l'avons fait concrètement, ce qui nous a donné de la crédibilité. Nous avons joué sur les deux tableaux. Quand les autres syndicats de la Confédération paysanne regardent le Pays basque, ils voient que nous sommes très impliqués dans le développement local, avons des militants très impliqués autour du fromage de brebis, du piment d'Espelette, de l'installation des jeunes, etc., mais que, dans le même temps, nous

menons une lutte politique visant les quotas du lait de vache, la réforme de la PAC, etc. Nous ne laissons pas l'un pour faire l'autre²⁰.

En adhérant à la Confédération paysanne, ELB ne procède pas simplement à une internationalisation de son argumentaire : en effet, il peut ainsi établir une continuité entre son engagement local et le développement de ses relations internationales, ce dont témoignaient déjà les relations qu'il entretenait avec le syndicat basque espagnol Euskal Herriko Nekezarien Elkartea, à savoir l'« Union des paysans du Pays basque »²¹. Eux-mêmes plongés dans un conflit identitaire, les syndicalistes d'EHNE partagent avec ELB une position alliant revendications sectorielles et aspirations identitaires. En 1992, EHNE s'affilie à la confédération Coordinadora de

18. Michel Berhocoirigoin, un des fondateurs d'ELB, sera secrétaire général au bureau de la Confédération d'avril 1989 à décembre 1992.

19. Ce qui a été débattu lors de l'Assemblée générale extraordinaire de la Confédération paysanne du 14 janvier 2003. Pour les uns, la Confédération devait rester uniquement un syndicat d'action luttant pour changer les outils de la politique agricole ; les autres optaient pour une approche plus globale combinant la lutte syndicale, la défense des paysans et le projet global d'une politique alternative. Ce second point de vue, soutenu par ELB, est approuvé à 57 % (cf. *Laborari* 572). Voir également I. Bruneau [2004].

20. Entretien effectué en octobre 2003.

21. Fondé en 1977, durant la transition, EHNE regroupe quatre organisations provinciales réunissant 6 970 adhérents. EHNE Biscaye en compte 1 750, Guipuzcoa 1 850, Navarre 1 450 et UAGA-Alava 1 920.
www.ehne.org

organizaciones de agricultores y ganaderos (COAG)²² et à la Coordination paysanne européenne. Par l'intermédiaire de son leader, Paul Nicholson, EHNE est aussi le représentant, pour l'Europe, du mouvement paysan mondial Vía Campesina. ELB bénéficie de ces liens organisationnels et acquiert une dimension plus internationale. Enfin, et de façon plus récente, ELB figure souvent au côté des branches locales des mouvements altermondialistes tel Attac. Il trouve là l'occasion de réactualiser un message somme toute assez traditionnel dans sa propre histoire puisque l'interdépendance du local et du global constituait dès le début un de ses axes majeurs.

Les registres de l'action collective

Les répertoires d'action mobilisés par ELB reflètent à la fois le système des valeurs propres au syndicat et son insertion réticulaire locale, nationale et internationale. ELB entend de la sorte mettre au grand jour l'ambivalence des arènes (espaces de négociations et de décisions) et des forums (espaces de débats) [Jobert 1995] lorsqu'il est question de l'institutionnalisation du territoire basque.

LES LIMITES DES ARÈNES

ELB entretient des relations complexes avec le processus d'institutionnalisation du Pays basque. Même s'il semble a priori accepter de participer aux structures institutionnelles, le syndicat soumet toujours sa présence à des conditions de représentativité et d'effectivité des compétences et des décisions. Cette stratégie de participation critique intéresse trois points en particulier.

Jusqu'en 2001, à l'échelle départementale et au niveau professionnel, les élus d'ELB siègent à la Chambre d'agriculture malgré un mode de répartition qui ne leur permet pas de peser sur les délibérations. En 2001, vu leur avancée électorale, les deux nouveaux représentants d'ELB proposent, lors de la séance d'installation de la Chambre, le vote d'une motion portant sur la création, au Pays basque, d'une Chambre d'agriculture, mais en vain. Le syndicat ne se verra attribuer aucun poste, que ce soit au bureau de la Chambre ou dans les commissions. Face à ce déséquilibre politique directement induit par les règles institutionnelles, ELB décide, dès la séance inaugurale, de se retirer de la Chambre.

Sur le territoire basque, ELB participe aux travaux du Conseil de développement. Mis en place en 1994, cet organe consultatif a pour tâche d'assister le Conseil des élus du Pays basque pour ce qui est des expertises concernant le développement local sous toutes ses formes, de la culture à l'économie. Véritable innovation à l'échelle française au moment de sa mise en place – anticipant notamment celle des « pays » comme territoires administratifs [Chaussier 2002] – le Conseil de développement inclut les représentants du monde agricole dans son

22. La COAG, issue d'une contestation de l'héritage corporatiste franquiste, est une structure de coordination des syndicats régionaux et départementaux très peu centralisée au niveau national. Ceux-ci jouissent d'une grande autonomie. La naissance de ces syndicats est liée aux mouvements d'opposition au corporatisme agricole franquiste ; beaucoup de leurs dirigeants sont venus de la gauche, du catholicisme radical et du nationalisme progressiste, catalan en particulier. Voir G. de la Fuente et E. Moyano [1989 : 48].

collège socioéconomique. Ceux-ci s'intègrent ainsi dans la nouvelle « grammaire du territoire » [Ségas 2004] qui, au Pays basque, ménage un nouveau cadre d'action publique mettant en avant une valeur – le développement local – et de nouvelles normes – l'animation, la participation, le recours à l'expertise et la contractualisation. La FDSEA et ELB disposent chacun de deux représentants, un titulaire et un suppléant, qui participent activement aux travaux du Conseil, en l'occurrence la préparation du schéma d'aménagement du Pays basque. Mais, à l'automne 2003, quatorze membres du bureau du Conseil de développement, dont le représentant d'ELB, décident de démissionner tous ensemble pour protester contre le manque de compétences réelles de cette instance et le fait que les élus ne tiennent pas compte de leurs avis.

La stratégie s'incarne enfin dans les nouvelles institutions territoriales de régulation professionnelle. Après les résultats obtenus par ELB lors des élections consulaires de 2001, l'État, par la voix du préfet et du sous-préfet, propose de créer, pour l'agriculture au Pays basque, une structure qui lui serait spécifique : l'Instance de concertation agricole du Pays basque (ICAPB) [Labrousse 2003].

Mise en place en novembre 2001, l'ICAPB est composée paritairement de représentants de l'État, du Conseil des élus du Pays basque, des syndicats ELB et FDSEA, de la Chambre d'agriculture. Dans leur discours, les représentants de l'État présentent l'ICAPB comme l'équivalent basque d'une commission départementale d'orientation agricole (CDOA), chargée de prendre de réelles décisions pour ce qui concerne l'installation des jeunes agriculteurs, le montant des aides, les quotas du

lait, de la viande, la question du foncier, etc. Après un temps d'hésitation, ELB décide de participer à l'ICAPB sous réserve que l'on reconnaisse cette instance comme compétente. Les trois premiers dossiers (dont la prime à l'herbe) révèlent immédiatement des tensions entre les partenaires. Et, surtout, ils témoignent de l'absence d'autonomie décisionnelle de l'ICAPB, l'État n'omettant pas de rappeler que toute décision doit être soumise à l'approbation départementale. Aussi, le 14 octobre 2003, ELB décide-t-il de quitter l'ICAPB²³.

En posant comme condition sa participation aux jeux institutionnels, ELB s'élève aussi contre les fausses arènes. Pour ses détracteurs, cette attitude est radicale en ce qu'elle empêcherait la stabilisation de la représentation politique d'un syndicat désormais majoritaire au Pays basque. Parallèlement, elle dévoile le caractère heurté et très politisé de l'institutionnalisation du territoire qui, au Pays basque, dépasse largement la seule rationalisation administrative.

DES RÉPERTOIRES D'ACTION ALTERNATIFS

Face à la difficulté d'investir de façon effective les arènes décisionnelles, les militants syndicaux se replient vers d'autres répertoires d'action, reproduisant ainsi à l'échelle locale les stratégies compensatoires de mobilisation de la Confédération paysanne avec leur corollaire médiatique [Martin 1998, 2005].

23. Voir l'article de M. Berhocoirigoin « ELB quitte l'instance de concertation agricole du Pays basque », *Laborari* 609.

Le rapprochement avec les mouvements altermondialistes est présent dans ces répertoires alternatifs de nature essentiellement symbolique et qui investissent l'action locale d'une perspective plus généraliste. ELB ne s'appuie pas sur une action locale traditionnelle et radicale. De fait, la figure du destinataire de l'action collective évolue, la solidarité avec les travailleurs étant de plus en plus souvent supplantée par le désir de s'attacher l'opinion publique. Le choix du répertoire d'action s'inscrit dans une stratégie adaptée à chaque situation, vise à contrôler les débordements et mesure surtout l'impact médiatique de l'action.

Les actions se divisent en deux catégories. La première met en avant les dimensions causales de l'action collective²⁴ : l'enjeu défendu dépasse largement le seul intérêt des agriculteurs. Il faut cependant distinguer, au sein de cette catégorie, deux types de mobilisation. Nous avons déjà mentionné celles qui renvoyaient aux enjeux identitaires basques et qui se traduisaient par des actes symboliques (signature de conventions, de pactes et de pétitions, présence aux manifestations). La plateforme « Batera » (littéralement « Ensemble ») regroupant quatre revendications (département Pays basque, Chambre d'agriculture, officialisation de la langue basque, université autonome) fournit sans doute l'illustration la plus claire d'un tel engagement. Mais ELB intervient également dans des mobilisations qui mêlent questions agricoles et enjeux altermondialistes. Lorsque les militants d'ELB participent à la destruction des champs d'expérimentation OGM en Béarn, ils défendent symboliquement tant la sécurité alimentaire et l'équilibre nord-sud que les modes de

production locaux. ELB s'adresse aux municipalités afin d'inciter ces dernières à délibérer et promulguer des arrêtés anti-OGM : ELB tente ainsi d'offrir une légitimation démocratique à ce type d'opération.

La seconde catégorie d'action intéresse la défense des intérêts sectoriels des paysans. Avec des résultats parfois paradoxaux dans la mesure où les bénéficiaires de l'action ne sont pas forcément ceux qui l'ont soutenue. Ainsi, lorsqu'en 1999, à l'issue d'une semaine d'occupation des locaux de la Direction départementale de l'agriculture, ELB obtient pour les jeunes paysans un supplément de 20 000 litres de lait de quotas, beaucoup de jeunes affiliés à la FDSEA figurent parmi les 110 bénéficiaires de cette décision même s'ils n'en ont pas cautionné le mode d'action. Le paradoxe n'est bien sûr qu'apparent dans la mesure où l'objectif d'ELB est d'étendre les bénéfices de ses actions au-delà de ses seuls militants. Lorsqu'en octobre 2003, ELB occupe pendant quatre jours l'antenne basque de la Chambre d'agriculture d'Hasparren, la stratégie est double : il s'agit d'une part de préparer la manifestation « Batera » du 11 octobre, en insistant sur la nécessité d'une Chambre d'agriculture autonome au Pays basque et, d'autre part, de profiter de la présence de trois émissaires ministériels (Intérieur, Agriculture, Équipement) pour leur exposer le déséquilibre institutionnel dont est victime l'agriculture départementale.

24. Pour la distinction entre groupes d'intérêts sectoriels (*sectional*) et groupes mobilisés pour une cause, voir J.D. Steward [1958].

On voit bien là qu'ELB n'a pas encore, de façon normale, accès aux arènes traditionnelles de la décision publique : il lui faut recourir à des moyens de revendication plus offensifs. Comme tout « entrepreneur de cause », ELB se doit de traduire la particularité de ses revendications et mettre en place une stratégie qui tienne compte des dimensions institutionnelles et para-institutionnelles de ses engagements. La création, le 15 janvier 2005, d'une Chambre de développement rural et agricole du Pays basque témoigne de la nécessité pour ELB d'avoir une instance particulière. En dépit des mises en garde préfectorales sur la légalité de l'opération, les militants d'ELB décident de créer leur propre organisme. Ne pouvant juridiquement être un établissement public, cette Chambre a le statut d'association. Elle ne peut donc bénéficier des taxes parafiscales prélevées sur les exploitations, qui, elles, vont à la Chambre départementale, et fonctionne, du moins au début, grâce aux dons d'associations, de syndicats et de fondations du Pays basque, français et espagnol. L'affectation des sièges est proportionnelle aux résultats des élections, à la différence du système majoritaire en vigueur à l'échelle départementale. Le soutien très large des élus et des acteurs socioéconomiques locaux²⁵, l'ouverture de la Chambre à des acteurs extérieurs au monde agricole, l'orientation des dossiers vers des thématiques de développement durable²⁶, tout cela participe de la volonté de représentativité de ce nouvel organisme qui refuse de se limiter aux intérêts sectoriels des paysans. Reste à savoir si cette initiative organisationnelle parviendra à s'extraire de ses origines militantes pour acquérir

une légitimité fonctionnelle et reconfigurer durablement l'ordre institutionnel.

Le repérage de telles stratégies ne doit pas conduire l'observateur à caricaturer les clivages politiques et professionnels locaux. Les convergences idéologiques et pratiques des adhérents de la FDSEA Pays basque et ceux d'ELB sont bien plus nombreuses qu'on ne pourrait le penser au vu des positions conflictuelles des organisations²⁷. En revanche, on peut s'interroger sur la nature de la prétendue fusion entre ELB et la mouvance altermondialiste. Cette proximité est-elle mue par l'existence d'un ennemi commun ou par une véritable communauté d'intérêts ?

La paysannerie européenne a connu une série de cassures identitaires (démographique, familiale, territoriale) qui ont conduit à la fin de l'ère agrarienne :

Ce ne sont donc pas la réforme de la PAC et encore moins les négociations du GATT (1996) qui sont à l'origine de ces phénomènes : ne peut-on dire qu'ils en prennent acte et les théâtralissent, renforçant alors la crise d'identité professionnelle sous-jacente à ces mutations [Hervieu 1996 : 145] ?

25. Notons que 120 des 159 maires du Pays basque, la moitié des conseillers généraux, des personnalités représentant les catégories socioprofessionnelles, des membres des partis politiques et des syndicats de salariés se sont prononcés pour « une autre chambre ». Voir *Le Monde* du 19 janvier 2005.

26. Voir *Laborari* 671.

27. À l'échelle nationale, F. Purseigle [2003] a analysé le rapprochement entre la Confédération paysanne et l'organisation Jeunes Agriculteurs, ex-CNJA.

L'internationalisation croissante des mécanismes de régulation du monde agricole a provoqué en retour des mobilisations alternatives au sein même des organisations professionnelles. On peut y voir l'invention des formes postmodernes d'une protestation collective aliante critique du productivisme, souci environnemental et défense des minorités ou, à l'inverse, la résurgence d'un certain fondamentalisme agraire. Au Pays basque, la cassure identitaire vécue par le monde paysan, moins brutale qu'ailleurs mais tout aussi réelle, est pour certaines organisations et acteurs étroitement liée à d'autres crises structurelles (linguistique,

politique, sociale) qui secouent ce territoire. La référence à l'altermondialisation permet de la sorte à un syndicat paysan institutionnellement minoritaire d'élaborer un système interprétatif local-global cherchant à déléster l'argument identitaire du soupçon d'enfermement ethnique.

Victimes a priori désignées d'une mondialisation marquée par la mobilité et l'incertitude [Bauman 1999], les paysans basques trouvent ainsi, par le biais de l'actualisation des idéologies et des répertoires d'action de l'une de leurs organisations représentatives, le moyen de réduire le coût humain de cette mutation identitaire.

Bibliographie

Agrikoliansky, E., O. Fillieule et N. Mayer eds. — 2005, *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'un nouveau mouvement*. Paris, Flammarion.

Agrikoliansky, E. et I. Sommier eds. — 2005, *Radio-graphie du mouvement altermondialiste*. Paris, La Dispute.

Banfield, E. — 1967, *The Moral Basis of a Backward Society*. New York, The Free Press of Bencoe.

Bauman, Z. — 1999, *Le coût humain de la mondialisation*. Paris, Hachette.

Berger, S. — 1975, *Les paysans contre la politique : l'organisation rurale en Bretagne 1911-1974*. Paris, Le Seuil.

Bidart, P. — 1977, *Le pouvoir politique à Baigorri*. Bayonne, Ipar.

Bruneau, I. — 2001, « La Confédération paysanne », *Regards sur l'actualité* 269 : 17-27. — 2004, « La Confédération paysanne et le "mouvement altermondialisation". L'international comme enjeu syndical », *Politix* 17 (68) : 111-134.

Candau, J. — 1998, « Territorialité professionnelle des agriculteurs basques. Les lieux identitaires de l'action », in R. Bages et A.-M. Granie eds., *Comment les ruraux construisent-ils leur(s) territoire(s) aujourd'hui ?* Toulouse, Université de Toulouse le Mirail : 245-248.

— 2001, « Normes de justice et situations d'échange entre agriculteurs voisins. Jalons pour la construction du concept de lieu pratiqué », *Revue suisse de sociologie* 27 (1) : 61-78.

Chaussier, J.-D. — 2002, « Le projet d'un département au Pays basque. Réalités autour d'un mythe local », in C. Perrotin ed., *Pays basque, un département ? 100 réponses*. Anglet, Atlantica : 11-62.

Deguarra, S. — 2004, « Conditions d'émergence de la Confédération paysanne et conditions de production d'une nouvelle idéologie paysanne : éléments pour une sociohistoire du mouvement progressiste paysan », *Quaderni* 56 : 71-83.

Duclos, N. — 1993, « Y a-t-il une exception paysanne ? Réalité et limites de la violence contestataire

- des paysans bretons », *Cultures et conflits* 9-10 : 293-314.
- Forest, P.-G.** — 1997, « Six leçons sur l'analyse normative des politiques sociales ». Bordeaux, Les Cahiers du CERVL. Rapport de recherche n° 3.
- de la Fuente, G. et E. Moyano** — 1989, « Espagne. Les noces de l'héritage franquiste et du modèle français », in B. Hervieu et R. M. Lagrave eds., *Les organisations syndicales et professionnelles agricoles en Europe*. Paris, Les Cahiers du Cevipof (5) : 45-56.
- Hervieu, B.** — 1996, « Ruptures identitaires et fondamentalisme agraire : vers une ère nouvelle pour la représentation professionnelle », in M. Jollivet et N. Eizner eds., *L'Europe et ses campagnes*. Paris, Presses de la FNSP : 133-151.
- Holohan, W.** — 1976, « Le conflit du Larzac : chronique et essai d'analyse », *Sociologie du travail* 18 (3) : 283-301.
- Itçaina, X.** — 2004, « Valeurs à l'épreuve : traductions basques de l'économie sociale et solidaire », in X. Itçaina, R. Lafore et C. Sorbets eds., *Un monde en quête de reconnaissance. Usages de l'économie sociale et solidaire en Aquitaine*. Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux : 127-141. — 2005, « Les clercs de l'identité : socialisation religieuse et engagement militant en Pays basque », in D. Laborde ed., *Six études sur la société basque*. Paris, L'Harmattan : 163-233.
- Iztueta, P.** — 1987, « Eliz mugimenduak Euskal-Herriari : Baseri gaztediaren eta Euskaldun Gazteriaren kasua », in R. Lopez-Atxurra ed., *Euskal-Herriaren historia. III : Kultura eta portaera erlijiosoak Euskal-Herriari zehar*. Bilbao, EHU-UPV : 183-203.
- Jobert, B.** — 1995, « Rhétorique politique, controverses scientifiques et construction des normes institutionnelles : esquisse d'un parcours de recherche », in A. Faure, G. Pollet et P. Warin eds., *La construction du sens dans les politiques publiques. Débats autour de la notion de référentiel*. Paris, L'Harmattan : 13-24.
- Labrouche, C.** — 2003, « Reconstruction d'une identité territoriale à travers un projet de territoire : la convention spécifique Pays basque ». Mémoire de DEA, IEP de Bordeaux.
- Lagrave, R.M.** — 1990, « Les gauches syndicales (MODEF, CNSTP, FNSP) », in P. Coulomb, H. Delorme, B. Hervieu, M. Jollivet et P. Lacombe eds., *Les agriculteurs et la politique*. Paris, Presses de la FNSP : 355-369.
- Martin, J.-P.** — 1998, « La Confédération paysanne entre contestation traditionnelle et nouvelles propositions », *Sciences de la société* 45 : 27-44. — 2005, *Histoire de la nouvelle gauche paysanne. Des contestations des années soixante à la Confédération paysanne*. Paris, La Découverte.
- Mayté, P.** — 1992, « L'Eskualdun Gazteria (JAC-JACF-MRJC) des années trente à la fin des années soixante-dix ». Maîtrise d'histoire, Université de Bordeaux III.
- Morlet, J.** — 1987, « L'Église catholique et la modernisation de l'agriculture en France », *Social Compass* 34 (2-3) : 187-202.
- Mouriaux, R.** — 2004, *Le syndicalisme en France depuis 1945*. Paris, La Découverte.
- Oronos, M. ed.** — 1982, « Jalons pour une histoire de l'Église catholique de 1965 à 1977 ».
- Ott, S.** — 1993, *Le cercle des montagnes : une communauté pastorale basque*. Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques.
- Poutignat, P. et J. Streiff-Fenart** — 1995, *Théories de l'ethnicité*. Paris, PUF.
- Purseigle, F.** — 2003, « Les jeunes agriculteurs et la mondialisation. Enjeux et paradoxes d'un positionnement catégoriel ». Communication au colloque international GERMM-AFSP : *Les mobilisations altermondialistes*. Paris, 3-5 décembre. — 2005, « Le monde paysan et les sources chrétiennes de la solidarité internationale », in E. Agrikoliansky, O. Fillicelle et N. Mayer eds., *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*. Paris, Flammarion : 75-105.
- Ségas, S.** — 2004, « La grammaire du territoire : action publique et développement et lutte politique dans les "pays" ». Thèse en science politique. Bordeaux, Université Montesquieu-Bordeaux IV.
- Sistiague, M.** — 1996, « ELB. Un exemple du syndicalisme agricole en Pays basque ». Maîtrise d'histoire,

Université de Pau et des Pays de l'Adour. — 1999, *ELB, Ipar Euskal Herriko laborarien oihartzuna*. Bayonne, Gatuzain.

Stewart, J.D. — 1958, *British Pressure Groups*. Oxford, Oxford University Press.

Suaud, C. — 1982, « Conversions religieuses et reconversions économiques », *Actes de la recherche en sciences sociales* 44-45 : 72-94.

Wylie, L. — 1970, *Chanzeaux, village d'Anjou*. Paris, Gallimard.

Résumé

Xabier Itçaina, *Entre christianisme et altermondialisme : le syndicat paysan basque ELB*

Issu d'une triple matrice, catholique, identitaire et professionnelle, le syndicat paysan ELB, branche basque de la Confédération paysanne, témoigne d'une lecture originale du lien local-global. Les conditions de sa genèse, les itinéraires de ses militants et ses caractéristiques structurelles font de ce syndicat un réceptacle favorable à l'intégration de la dimension altermondialiste, quitte à se retrouver aux côtés d'organisations porteuses d'intérêts et d'identités parfois hétérogènes. D'un point de vue normatif, le positionnement d'ELB au croisement de quatre projets de société a poussé très tôt le syndicat à « mondialiser » son argumentaire. Son insertion dans des réseaux internationaux atteste cette ouverture. À l'échelle locale, ELB entretient un rapport ambivalent avec les arènes et forums liés à l'institutionnalisation de l'agriculture et du territoire basque et recourt à des répertoires d'action alternatifs.

Mots clés

altermondialisme, catholicisme, identités collectives, Pays basque, syndicalisme paysan

Abstract

Xabier Itçaina, *Between Christianity and Anti-Globalization: The Basque Farmers' Union, ELB*

Emerging from a combination of three factors (Catholicism, an ethnic identity and an occupation), ELB, the Basque branch of the French Peasants' Confederation, has an original interpretation of how the local and global spheres interact. Owing to the conditions of its birth, its activists' itineraries and its structural characteristics, this farmers' union supports anti-globalism even if this means siding with organizations representing heterogeneous interests and identities. From a normative viewpoint, the ELB's position at the junction of several social causes has led it to "globalize" its arguments, evidence of this being its participation in international networks. Locally, ELB has an ambivalent relation with farming institutions in the Basque provinces; it resorts to alternative forms of actions.

Keywords

anti-globalization, catholicism, group identities, Basque provinces, farmers' union